

Numéro de la modification	Texte concerné	Page	Modification	Nouvelle Version	Commentaires
1	Règlement Général	3	Dans l'article "PRÉAMBULE", reformuler de la façon suivante	<p>PRÉAMBULE</p> <p><i>Ce présent règlement s'inscrit dans le cadre de fonctionnement fixé par les statuts de l'association des Eclaireuses Eclaireurs de France, adoptés le XXXXX Juin 2024. Il doit être appliqué par tous les membres de l'association, et se doit d'être le reflet du fonctionnement réel de l'association.</i></p> <p><i>L'assemblée générale est seule en mesure de modifier un élément du règlement général. Toute décision d'assemblée générale qui impliquerait une modification d'un élément du règlement général doit être accompagnée d'une modification du présent règlement en conséquence.</i></p> <p><i>Ce règlement s'inscrit dans l'ensemble des textes de référence de l'association, à savoir les textes cadres adoptés en assemblée générale, ainsi que les textes de fonctionnement validés par le comité directeur. L'ensemble de ces textes de référence sont précisés dans le dernier article du présent règlement.</i></p>	<p>Remplacement de l'intro par écriture en inclusif du texte.</p> <p>Ajout de procédures de modif du RG (pas claires jusque là)</p> <p>Textes de référence autres que Engagement des EEDF</p>
2	Règlement Général	3	Dans l'article, "ARTICLE 1.1 : QUALITÉ DES MEMBRES", supprimer "tuteurs"	<p>ARTICLE 1.1 : QUALITÉ DES MEMBRES</p> <p>[...]</p> <p>Toute personne qui désire adhérer en tant que membre à l'association des Éclaireuses Éclaireurs de France (EEDF) doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Être en accord avec les textes fondateurs de l'association, y compris les statuts et le présent règlement - Renseigner un bulletin d'adhésion rempli et signé par les parents, tuteurs ou personnes responsables si elle est mineure, ou par elle même dans le cas contraire, 	Redondant avec personne responsable
3	Règlement Général	3	Dans l'article, "ARTICLE 1.1 : QUALITÉ DES MEMBRES", supprimer "Être, autant que possible, accueillie par un responsable"	<p>ARTICLE 1.1 : QUALITÉ DES MEMBRES</p> <p>[...]</p> <p>Toute personne qui désire adhérer en tant que membre à l'association des Éclaireuses Éclaireurs de France (EEDF) doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Être en accord avec les textes fondateurs de l'association, y compris les statuts et le présent règlement - Renseigner un bulletin d'adhésion rempli et signé par les parents, tuteurs ou personnes responsables si elle est mineure, ou par elle même dans le cas contraire, - Être, autant que possible, accueillie par un responsable - Régler le montant de la cotisation. 	Pas un devoir de l'adhérent-e
4	Règlement Général	3	Dans l'article, "ARTICLE 1.1 : QUALITÉ DES MEMBRES", supprimer ",revues"	<p>ARTICLE 1.1 : QUALITÉ DES MEMBRES</p> <p>[...]</p> <p>Les membres bénéficient de la totalité des services de l'association (assurance, revues, cycles de formation, bourses, prêts de matériel, etc.)</p>	Plus d'actualité
5	Règlement Général	3	Dans l'article, "ARTICLE 1.1 : QUALITÉ DES MEMBRES", ajouter "accès aux outils"	<p>ARTICLE 1.1 : QUALITÉ DES MEMBRES</p> <p>[...]</p> <p>Les membres bénéficient de la totalité des services de l'association (assurance, revues, cycles de formation, bourses, prêts de matériel, accès aux outils, etc.)</p>	Référence au portail (jeito, roads, galilee, agora, etc)
6	Règlement Général	3	Dans l'article "ARTICLE 2.2 : VOTES ET ÉLECTIONS", ajouter "Le vote en ligne est admis si la participation des votants peut être vérifiée"	<p>ARTICLE 2.2 : VOTES ET ÉLECTIONS</p> <p>Quelles que soient les raisons du vote, les règles suivantes s'appliquent en permanence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le vote par procuration et le vote par correspondance ne sont pas admis - Le vote en ligne est admis si la participation des votants peut être vérifiée - Le vote est personnel et nul ne peut disposer de plus d'une voix - Dans le cadre de l'APL, un représentant légal a le droit de vote pour le mineur de moins de 16 ans à jour de sa cotisation, dans la limite d'un vote par famille - Le référentiel du vote est toujours par rapport au nombre de personnes en capacité de voter, c'est-à-dire ayant émargé à l'ouverture ou pendant la séance. 	<p>AG en ligne devient possible</p> <p>Ne signifie pas que AG en ligne est souhaitable</p>

7	Règlement Général	3	Dans l'article "ARTICLE 2.2 : VOTES ET ÉLECTIONS", remplacer "nouveau participant" par "nouvelle personne"	ARTICLE 2.2 : VOTES ET ÉLECTIONS [...] L'émargement se fait obligatoirement en début d'assemblée plénière locale, de congrès régional, ou d'assemblée générale. Le nombre d'émargements est corrigé à l'arrivée de toute nouvelle personne tout nouveau participant en droit de voter. Les départs avant la clôture de la séance ne modifient pas le nombre de votants défini par le nombre d'émargements.	Personne ≠ participant, cohérence avec le reste du texte
8	Règlement Général	3	Dans l'article "ARTICLE 2.2 : VOTES ET ÉLECTIONS", supprimer "La majorité simple correspond à la majorité absolue à l'occasion de l'assemblée générale."	ARTICLE 2.2 : VOTES ET ÉLECTIONS [...] La majorité simple correspond à la majorité absolue à l'occasion de l'assemblée générale.	La modification a été effectuée dans les statuts
9	Règlement Général	4	Dans l'article "ARTICLE 2.3 : INCOMPATIBILITÉS DE FONCTIONS", ajouter "ou suppléant"	ARTICLE 2.3 : INCOMPATIBILITÉS DE FONCTIONS [...] Salarié de l'association et délégué ou suppléant à l'assemblée générale.	Cohérence : si un délégué ne peut pas, un suppléant non plus
10	Règlement Général	4	Dans l'article "ARTICLE 2.6 : DEVOIRS LIÉS À LA FONCTION DE RESPONSABLE", ajouter "et des textes de référence de l'association"	ARTICLE 2.6 : DEVOIRS LIÉS À LA FONCTION DE RESPONSABLE Chaque responsable, du fait de sa nomination, se voit confier par l'association à laquelle il adhère librement, une tâche définie dans le cadre des statuts, du présent règlement et des textes de référence de l'association (voir 10.2). [...]	Mise à jour selon fonctionnement actuel
11	Règlement Général	4	Dans l'article "ARTICLE 2.6 : DEVOIRS LIÉS À LA FONCTION DE RESPONSABLE", généraliser la procédure de fonctionnement	ARTICLE 2.6 : DEVOIRS LIÉS À LA FONCTION DE RESPONSABLE [...] En cas de difficulté ou d'accident avec un enfant ou un jeune de moins de 18 ans, la famille, ou le représentant légal du mineur, est avertie, en respectant la chaîne d'information propre à la situation considérée (les autorités police, justice, jeunesse et sports, les responsables du mouvement responsable de SLA, Responsable régional.e, président.e, Délégué.e Général.e.) et selon une procédure définie par l'association dans le texte de fonctionnement dédié.	Transfert de description de procédure vers un document dédié
12	Règlement Général	5	Dans l'article "3.1.1 - DÉFINITION", remplacer "conseil de groupe" par EGA	ARTICLE 3.1 : STRUCTURE LOCALE D'ACTIVITÉ 3.1.1 - DÉFINITION [...] Elles réunissent des enfants, des adolescents et des adultes qui sont membres de l'association. Certains des membres sont élus pour assumer appelés à prendre des responsabilités d'animation et/ou de gestion : leur réunion constitue l'équipe de gestion et d'animation le conseil de la structure locale d'activité. Des modalités spécifiques de composition et de fonctionnement sont précisées selon la nature de la structure.	"Conseil de groupe" : notion pas claire et non définie, à remplacer
13	Règlement Général	6	Dans l'article "3.2.3. RESPONSABLE ET ÉQUIPE DE LA STRUCTURE LOCALE D'ACTIVITÉ" donner la responsabilité à l'ER du développement des activités	3.2.3. - RESPONSABLE ET ÉQUIPE DE LA STRUCTURE LOCALE D'ACTIVITÉ L'équipe de gestion et d'animation de la structure locale d'activité étudie la vie de la structure et prend toutes les décisions utiles pour en assurer le bon fonctionnement dans le cadre des objectifs de l'association. [...] En accord avec l'équipe dont il est l'animateur, le responsable de la structure locale d'activité, qui doit être âgé d'au moins 18 ans, Elle s'attache à favoriser et à développer la pratique d'activités éducatives.	Tansfert d'une responsabilité du RESLA vers l'EGA
14	Règlement Général	6	Dans l'article "3.2.3 - RESPONSABLE ET ÉQUIPE DE LA STRUCTURE LOCALE D'ACTIVITÉ", supprimer la mention "par lettre"	Il lui appartient, si les circonstances locales l'imposent, après concertation au sein de l'équipe de la structure locale d'activité et avec l'accord du responsable de l'échelon territorial d'appartenance, de suspendre les activités d'une unité. Il en avertit les parents par lettre. Les parents doivent alors en être avertis.	Fonctionnement désuet
15	Règlement Général	6	Supprimer "3.3.2 - EXCEPTIONS AUX DÉLÉGATIONS"	3.3.2 – EXCEPTIONS AUX DÉLÉGATIONS Afin de faciliter le fonctionnement des services vacances et des centres d'accueil de responsabilité nationale, les pouvoirs suivants peuvent être délégués aux directeurs de ces structures : -Préparation et exécution du budget en lien avec le délégué général et le trésorier de la structure locale d'activité -Fonction de représentant local de l'employeur en lien avec le délégué général et le responsable de la structure locale d'activité.	Fonctionnement et organisation salariée sortie du RG
16	Règlement Général	7	Dans l'article "ARTICLE 4.1 : RÉGION EEDF – DÉFINITION", supprimer "Chaque région correspond en principe à une région administrative."	Pour faciliter l'animation et l'administration de l'association, le territoire est divisé en un certain nombre de régions. Chaque région correspond en principe à une région administrative. La région comprend l'ensemble des adhérents, équipes et structures locales d'activité fonctionnant sur le territoire ainsi défini.	Pas vrai en pratique

17	Règlement Général	7	Dans l'article "ARTICLE 4.2 : RESPONSABLE RÉGIONAL, TRÉSORIER RÉGIONAL ET ÉQUIPE RÉGIONALE" supprimer la mention à "l'animateur territorial salarié"	<p>ARTICLE 4.2 : RESPONSABLE RÉGIONAL, TRÉSORIER RÉGIONAL ET ÉQUIPE RÉGIONALE</p> <p>[...]</p> <p>Les membres de l'équipe régionale sont élus par le congrès régional.</p> <p>L'animateur territorial salarié relevant de l'échelon régional est membre de droit de l'équipe régionale avec voix consultative.</p> <p>L'équipe régionale peut décider de se réunir hors de sa présence.</p> <p>L'équipe régionale est composée des membres élus au congrès régional, et des responsables institutionnels de la structure. Elle fera participer, selon le besoin, toute personne susceptible de lui apporter une aide spécifique.</p>	Animateurs territoriaux ne sont plus une réalité
18	Règlement Général	7	Dans l'article "ARTICLE 4.2 : RESPONSABLE RÉGIONAL, TRÉSORIER RÉGIONAL ET ÉQUIPE RÉGIONALE" donner la responsabilité à l'ER des missions non institutionnelles	<p>Le responsable régional et l'équipe régionale sont chargés est chargée de mettre en oeuvre les objectifs de développement, de gestion, de formation et d'animation fixés par le congrès régional en conformité avec les statuts, le règlement général et les décisions de l'assemblée générale. L'équipe régionale est également chargée d'animer le réseau des responsables d'unité sur son territoire.</p> <p>Le responsable régional et l'équipe régionale sont chargés est chargée d'assurer la réunion du comité régional et du congrès régional.</p> <p>Le responsable régional et l'équipe régionale sont garants est garante de la réalité démocratique des structures locales d'activité et de leurs assemblées plénières locales et doivent se donner les moyens d'y envoyer un représentant à chaque tenue de celles-ci.</p> <p>[...]</p> <p>Le responsable régional et l'équipe régionale sont est en liaison constante avec le délégué général et l'équipe nationale afin d'assurer au mieux l'intégration des activités de la région à celles de l'ensemble de l'association.</p> <p>[...]</p>	Tansfert de responsabilités du RR vers l'ER
19	Règlement Général	7	Dans l'article "ARTICLE 4.2 : RESPONSABLE RÉGIONAL, TRÉSORIER RÉGIONAL ET ÉQUIPE RÉGIONALE" supprimer la mention à "l'animateur territorial salarié"	<p>A ce titre, le responsable régional, ou à défaut un membre de l'équipe régionale, ainsi que le ou les animateurs salariés en poste à l'échelon régional, sont membres du conseil national et doivent participer à ses réunions.</p>	Animateurs territoriaux ne sont plus une réalité
20	Règlement Général	7	Dans l'article "ARTICLE 4.3 : COMITÉ RÉGIONAL", modifier l'introduction	<p>ARTICLE 4.3 : COMITÉ RÉGIONAL</p> <p>Réuni au moins deux fois par an;</p> <p>- En début d'année scolaire</p> <p>- Avant l'assemblée générale annuelle.</p> <p>Le comité régional devra se réunir pour la gestion des affaires courantes de la région en fonction du rythme de la vie associative régionale. Au moins une réunion se tiendra en début d'année scolaire, et une autre avant l'assemblée générale annuelle.</p> <p>[...]</p>	Changement de forme : transformation en phrase
21	Règlement Général	7	Dans l'article "ARTICLE 4.3 : COMITÉ RÉGIONAL", ajouter la possibilité d'inviter les responsables de la région	<p>ARTICLE 4.3 : COMITÉ RÉGIONAL</p> <p>[...]</p> <p>Le comité régional comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le responsable régional et les membres de l'équipe régionale - Les responsables des diverses structures locales d'activité ou leurs représentants - Les animateurs salariés exerçant leur activité dans la région EEDF ou auprès d'une structure locale d'activité de la Région EEDF - Les délégués à l'assemblée générale élus dans l'ensemble des structures locales d'activité et au congrès régional - Au besoin, les adhérents de plus de 16 ans ou l'ensemble des responsables de la région. 	Certains responsables peuvent être adhérents en dehors de la région, modification pour coller à cette réalité
22	Règlement Général	8	Dans l'article "ARTICLE 4.4.1 - PRÉPARATION DU CONGRÈS RÉGIONAL" donner la responsabilité à l'ER de l'élaboration du dossier Congrès	<p>4.4.1 PRÉPARATION DU CONGRÈS RÉGIONAL</p> <p>Le responsable régional et l'équipe régionale élaborent, sous leur L'équipe régionale élabore, sous sa responsabilité, de façon à ce qu'ils soient parvenus à chaque structure locale et aux adhérents inscrits de 16 ans et plus, 15 jours avant la date du congrès régional :</p> <p>[...]</p>	Tansfert de responsabilités du RR vers l'ER
23	Règlement Général	8	Dans l'article "4.4.2 - TRAVAUX DU CONGRÈS RÉGIONAL" supprimer "en séance plénière".	<p>Délibération sur tous les points ayant trait à la vie de la région :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Débat et vote en séance plénière sur le rapport moral et d'activité, ainsi que sur le plan d'action régional présenté par le responsable régional et l'équipe régionale - Débat et vote en séance plénière sur les objectifs de développement, de gestion, de formation et d'animation que la région se fixe pour l'année à venir ou dans le cadre d'un plan d'action portant sur plusieurs années. 	Contrainte inutile (liberté laissée aux organisateurs de congrès)

24	Règlement Général	8	Dans les articles "4.4.1 - PRÉPARATION DU CONGRÈS RÉGIONAL" et "4.4.2 - TRAVAUX DU CONGRÈS RÉGIONAL" distinguer "rapport moral" et "rapport d'activité"	<p>4.4.1 - PRÉPARATION DU CONGRÈS RÉGIONAL [...] - Le rapport moral et le rapport d'activité régionale de l'année civile précédente qui tirent le bilan de la mise en oeuvre des objectifs fixés par le précédent congrès régional</p> <p>- Les modalités de votes et d'élections proposées.</p> <p>Le délégué général diffuse aux représentants de l'échelon national aux congrès et aux organisateurs du congrès, des documents sur la vie nationale de l'association, élaborés par l'équipe nationale ou par le comité directeur.</p> <p>4.4.2 - TRAVAUX DU CONGRÈS RÉGIONAL [...] - Délibération sur tous les points ayant trait à la vie de la région : - Débat et vote en séance plénière sur le rapport moral et d'activité, ainsi que sur le plan d'action régional présenté par le responsable régional et l'équipe régionale</p>	Distinction entre rapport moral et d'activité, qui sont aujourd'hui deux concepts différents dans l'asso
25	Règlement Général	8	Dans l'article "4.4.2 - TRAVAUX DU CONGRÈS RÉGIONAL" ajouter "résolutions"	<p>4.4.2 - TRAVAUX DU CONGRÈS RÉGIONAL [...] Débat et vote sur les vœux, résolutions et motions que le congrès régional souhaite voir présentés à l'assemblée générale</p>	Modification pour coller au fonctionnement actuel
26	Règlement Général	8	Dans l'article "4.4.4 - ÉLECTION DES DÉLÉGUÉS A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE - VOTES" ajouter "comme toutes les autres"	<p>4.4.4 - ÉLECTION DES DÉLÉGUÉS A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE - VOTES Le congrès régional procède à l'élection des délégués de la région à l'assemblée générale, selon les modalités de l'article 8.1.2 des statuts. Cette élection, comme toutes les autres, doit être strictement organisée (contrôle des votants, bulletins préparés, équipes de scrutateurs élus).</p>	Précision pour ne pas hiérarchiser les élections entre elles
27	Règlement Général	8	Dans l'article "4.4.4 - ÉLECTION DES DÉLÉGUÉS A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE - VOTES" modifier "majorité relative" par "majorité absolue".	<p>4.4.4 - ÉLECTION DES DÉLÉGUÉS A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE - VOTES [...] On se prononce sur les noms des candidats qui doivent être connus des électeurs. L'élection a lieu au scrutin à un tour et à la majorité relative-absolue. En cas d'ex-æquo, il sera procédé à un tirage au sort. Des suppléants sont également élus.</p>	Modification non anecdotique. Mise en cohérence avec autres élections
28	Règlement Général	8	Dans l'article "4.4.4 - ÉLECTION DES DÉLÉGUÉS A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE - VOTES" clarifier le calcul pour le nombre de délégués à l'AG par région	<p>4.4.4 - ÉLECTION DES DÉLÉGUÉS A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE - VOTES [...] Le nombre de délégués est calculé ainsi : 1 délégué pour 150 membres et fraction de 150 membres, avec un minimum de 3 délégués et un maximum de 8 délégués. Les membres des structures locales d'activité de responsabilité nationale attachées à la région sont comptabilisés dans ce calcul. Les membres associés et bénéficiaires, tels que décrits à l'article 1 sont exclus du périmètre du calcul. ; les membres des groupes de bénéficiaires d'une activité, telle que décrite à l'article 3.2.5 sont exclus du périmètre du calcul.</p>	Modification pour coller au fonctionnement actuel
29	Règlement Général	8	Dans l'article "4.4.2 - TRAVAUX DU CONGRÈS RÉGIONAL" remplacer "conseil de groupe" par EGA	<p>4.4.2 - TRAVAUX DU CONGRÈS RÉGIONAL [...] Ce document est alors étudié dans la mesure du possible dans les assemblées plénières locales ou le cas échéant à l'occasion d'une réunion de l'équipe de gestion et d'animation d'un conseil de la structure locale d'activité précédant le congrès</p>	"Conseil de groupe" : notion pas claire et non définie, à remplacer
30	Règlement Général	8	Supprimer "4.4.3 - VOEUX ET MOTIONS"	<p>4.4.3 - VOEUX ET MOTIONS La motion est votée en amont de l'assemblée générale par les congrès régionaux ou comités régionaux. Elle concerne l'association et appelle un vote politique oui ou non. Si elle est adoptée par l'assemblée générale, elle devient un texte qui devra être mis en oeuvre par le comité directeur, qui en rendra compte. Le vœu est proposé par un adhérent au moins, il concerne un fait d'actualité extérieur à l'association. Adopté par l'assemblée générale, il devient position politique de l'association et est médiatisé en ce sens. Il peut être présenté jusqu'à la veille de l'assemblée générale. Chaque année le comité directeur indique la date limite de dépôt des motions. Il précise à toutes fins utiles les modalités d'étude de celles-ci.</p>	Proposition de mettre ça dans les règles de procédure
31	Règlement Général	9	Dans l'article "ARTICLE 5.2 : COMITÉ DIRECTEUR – RÔLE" modifier la manière de mettre fin au mandat des RR.	<p>ARTICLE 5.2 : COMITÉ DIRECTEUR – RÔLE Le comité directeur : [...] - Met fin à leurs fonctions sur proposition des mêmes instances si nécessaire</p>	Possibilité au CD de révoquer un pouvoir qu'il a lui-même délégué, sans passer par les APL et Congrès (qui ne se réunissent qu'une fois par an)

32	Règlement Général	9	Dans l'article "ARTICLE 5.2 : COMITÉ DIRECTEUR – RÔLE" ajouter que le CD nomme les CI	ARTICLE 5.2 : COMITÉ DIRECTEUR – RÔLE Le comité directeur : [...] - Nomme chaque année 2 représentants membres du comité directeur qui, mandatés par celui-ci, procèdent à l'évaluation du travail du délégué - Nomme les commissaires internationaux	Modification pour coller au fonctionnement actuel
33	Règlement Général	9	Dans l'article "ARTICLE 5.3 : DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL" modifier "textes d'engagement" par "textes de référence"	ARTICLE 5.3 : DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL [...] Il organise son action dans le cadre des statuts de l'association, du présent règlement, des textes d'engagement de référence de l'association et des décisions des assemblées générales et du comité directeur.	Précision de vocabulaire
34	Règlement Général	9	Dans l'article "ARTICLE 5.3 : DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL" modifier rendre compte de l'activité de l'EN au CD et au président part "au CD et au bureau"	ARTICLE 5.3 : DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL [...] Il rend compte régulièrement au comité directeur et au bureau président de l'activité de l'équipe nationale et, en cas d'urgence, sollicite pour les questions importantes l'avis du président.	Transfert de responsabilité du président vers le bureau
35	Règlement Général	9	Dans l'article "ARTICLE 5.4 : ÉQUIPE NATIONALE" supprimer la mention aux délégués territoriaux	ARTICLE 5.4 : ÉQUIPE NATIONALE Sa composition et ses missions sont définies à l'article 12.3 des statuts. Elle comprend : - Le délégué général - L'ensemble des délégués nationaux et territoriaux .	Délégués territoriaux ne sont plus une réalité
36	Règlement Général	9	Dans l'article "ARTICLE 5.5 : CONSEIL NATIONAL" supprimer la mention "aux animateurs professionnels à compétence régionale"	ARTICLE 5.5 : CONSEIL NATIONAL Il comprend : - Le comité directeur - L'équipe nationale - Les responsables régionaux ou leurs représentants - Les responsables et directeurs des services vacances du périmètre national - Les animateurs professionnels à compétence régionale - Les responsables et directeurs des centres d'accueil du périmètre national - Et toute personne jugée utile par le comité directeur et/ou le délégué général en fonction de l'ordre du jour.	Animateurs territoriaux ne sont plus une réalité
37	Règlement Général	9	Dans l'article "ARTICLE 5.5 : CONSEIL NATIONAL" ajouter les CI	ARTICLE 5.5 : CONSEIL NATIONAL Il comprend : - Le comité directeur - L'équipe nationale - Les responsables régionaux ou leurs représentants - Les responsables et directeurs des services vacances du périmètre national - Les animateurs professionnels à compétence régionale - Les responsables et directeurs des centres d'accueil du périmètre national - Les commissaires internationaux - Et toute personne jugée utile par le comité directeur et/ou le délégué général en fonction de l'ordre du jour.	Modification pour coller au fonctionnement actuel
38	Règlement Général	9	Dans l'article "ARTICLE 5.5 : CONSEIL NATIONAL", modifier "le comité directeur" par "les membres du comité directeur" et "l'équipe nationale" par "les membres de l'équipe nationale"	ARTICLE 5.5 : CONSEIL NATIONAL Le conseil national H comprend : - Le Les membres du comité directeur - L' Les membres de l'équipe nationale - Les responsables régionaux ou leurs représentants - Les responsables et directeurs des services vacances du périmètre national - Les animateurs professionnels à compétence régionale - Les responsables et directeurs des centres d'accueil du périmètre national - Et toute personne jugée utile par le comité directeur et/ou le délégué général en fonction de l'ordre du jour.	Modification pour coller au fonctionnement actuel : les membres du CN sont des individus et non des instances

39	Règlement Général	10	Dans l'article "ARTICLE 6.3 : GESTION DES PERSONNELS ET REPRÉSENTANT LOCAL DE L'EMPLOYEUR (RLE)" supprimer la mention au RLE	<p>ARTICLE 6.3 : GESTION DES PERSONNELS ET REPRÉSENTANT LOCAL DE L'EMPLOYEUR (RLE)</p> <p>[...]</p> <p>Le délégué général et le président nomment le représentant local de l'employeur (RLE).</p> <p>Le délégué général délègue au RLE l'encadrement des salariés qui travaillent sur une structure donnée, le contrôle des missions et du respect des contrats de travail.</p> <p>Le RLE est prioritairement l'élu ou le responsable bénévole de la structure concernée (groupe, région, service, centre...), mais il peut également être un autre membre de l'équipe bénévole (en accord avec ladite équipe), ou éventuellement un salarié dûment habilité.</p> <p>[...]</p>	Fonctionnement et organisation salariée sortie du RG
40	Règlement Général	11	Dans l'article "6.6.1 - BUDGET DE RESPONSABILITÉ NATIONALE" simplifier l'article	<p>6.6.1 - BUDGET DE RESPONSABILITÉ NATIONALE</p> <p>Ce budget, préparé par l'équipe nationale, est proposé par le délégué général et adopté par le comité directeur.</p> <p>Les budgets des structures locales de responsabilité nationale services vacances, après avis de leurs équipes de gestion et d'animation, les budgets des centres d'accueils de responsabilité nationale, après avis de leurs équipes de gestion et d'animation, sont adoptés par le comité directeur sur proposition du délégué général ou de son subdélégué.</p>	Simplification de phrase
41	Règlement Général	11	Dans l'article "ARTICLE 6.8 : MOUVEMENTS DE FONDS" simplifier l'article	<p>ARTICLE 6.8 : MOUVEMENTS DE FONDS</p> <p>Chaque structure locale d'activité, ou région, centre d'accueil ou service doit disposer d'un compte propre régulièrement ouvert par l'association (article 6.5 du présent règlement). Ce compte doit obligatoirement être ouvert ou conservé dans la banque de l'association. Il faut au minimum deux signataires par compte, auxquels s'ajoute le trésorier régional pour les comptes des structures locales d'activité relevant de l'échelon territorial concerné.</p>	Simplification de phrase
42	Règlement Général	11	Dans l'article "ARTICLE 6.8 : MOUVEMENTS DE FONDS" remplacer "territorial" par "régional"	<p>ARTICLE 6.8 : MOUVEMENTS DE FONDS</p> <p>Chaque structure locale d'activité, région, centre d'accueil ou service doit disposer d'un compte propre régulièrement ouvert par l'association (article 6.5 du présent règlement). Ce compte doit obligatoirement être ouvert ou conservé dans la banque de l'association. Il faut au minimum deux signataires par compte, auxquels s'ajoute le trésorier régional pour les comptes des structures locales d'activité relevant de l'échelon territorial régional concerné.</p>	Mot "territorial" peu précis
43	Règlement Général	11	Dans l'article "ARTICLE 6.9 : ACQUISITION ET GESTION DU MATÉRIEL" remplacer "le responsable" par "l'équipe sortante"	<p>ARTICLE 6.9 : ACQUISITION ET GESTION DU MATÉRIEL</p> <p>[...]</p> <p>Lors de la fermeture d'une structure, l'équipe sortante le responsable remet le matériel, la comptabilité et les fonds à l'échelon territorialement supérieur.</p> <p>Tout achat d'un véhicule à moteur</p>	Transfert de responsabilité du RESLA vers l'EGA
44	Règlement Général	12	Dans l'article "ARTICLE 6.10 : ACQUISITION, ALIÉNATION ET GESTION DES PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES" supprimer le dernier paragraphe	<p>ARTICLE 6.10 : ACQUISITION, ALIÉNATION ET GESTION DES PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES</p> <p>[...]</p> <p>- Autorisation du comité directeur d'engagement des travaux sur présentation du projet définitif et du plan de financement justifié en lien avec une éventuelle participation du Fonds national d'investissement et d'aide au patrimoine.</p> <p>En complément, toute structure de l'association a le devoir de se référer, pour tout ce qui touche à l'acquisition, l'aliénation et la gestion des propriétés immobilières, au document organisant la politique immobilière de l'association.</p>	Ce document n'existe plus, il n'y a pas de sens d'y faire référence.
45	Règlement Général	15	Dans l'article "ARTICLE 8.1 : COMITÉ DIRECTEUR" modifier la mention des conférences internationales	<p>ARTICLE 8.1 : COMITÉ DIRECTEUR</p> <p>Le président du comité directeur représente l'association.</p> <p>Le comité directeur désigne les personnes qui, avec le délégué général, représentent l'association aux conférences internationales de l'AMGE et de l'OMMS et au conseil national du Scoutisme Français.</p>	Précision sur la notion floue de « conférence internationale »
46	Règlement Général	15	Dans l'article "ARTICLE 8.2 : DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL, SA FACULTÉ DE REPRÉSENTATION" ajouter la mention des commissaires internationaux dans la faculté de représentation	<p>ARTICLE 8.2 : DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL, SA FACULTÉ DE REPRÉSENTATION</p> <p>Le délégué général représente l'association auprès des organisations internationales, des pouvoirs publics, du Scoutisme Français, des autres associations de jeunesse, des organismes et personnes privées. Il représente également l'association, avec les commissaires internationaux, auprès des organisations internationales et du Scoutisme Français.</p>	Modification pour coller au fonctionnement actuel

47	Règlement Général	15	Dans l'article "ARTICLE 8.3 : RESPONSABLE RÉGIONAL, SA FACULTÉ DE REPRÉSENTATION", préciser "territoire de sa région"	ARTICLE 8.3 : RESPONSABLE RÉGIONAL, SA FACULTÉ DE REPRÉSENTATION Le responsable régional est le représentant officiel de l'association à l'échelon régional et si besoin à l'échelon local. Le responsable régional représente l'association auprès des pouvoirs publics régionaux et notamment auprès du (ou des) recteur(s) d'académie(s), du (ou des) directeur(s) régional(aux) en charge de la Jeunesse. Il est membre de droit du collège du Scoutisme Français correspondant au territoire de sa région dont il a la charge , lorsqu'il en existe un.	En lien avec suppression de la fonction de RR (il n'y a plus une unique personne qui a la "charge" de la région)
48	Règlement Général	16	Dans l'article "8.5 : RELATIONS INTERNATIONALES", ajouter la mention de la nécessité d'une AGE pour sortir de l'OMMS ou de l'AMGE	ARTICLE 8.5 : RELATIONS INTERNATIONALES a) Concernant l'association tout entière L'arrêt de cotisation de l'association auprès de l'une des deux organisations mondiales doit être décidé par l'assemblée générale convoquée à cet effet en la forme extraordinaire dans les mêmes conditions que présentées dans l'article 18 des Statuts. Le vote est réalisé à la majorité qualifiée.	Ce paragraphe a pour objectif de garantir à long terme notre appartenance au scoutisme, à travers à l'OMMS et l'AMGE
49	Règlement Général	16	Dans l'article "8.5 : RELATIONS INTERNATIONALES", supprimer la mention « Le comité directeur désigne régulièrement les personnes qui, avec le délégué général, représentent l'association aux conférences mondiales du Scoutisme et du Guidisme. »	ARTICLE 8.5 : RELATIONS INTERNATIONALES a) Concernant l'association tout entière Le comité directeur désigne régulièrement les personnes qui, avec le délégué général, représentent l'association aux conférences mondiales du Scoutisme et du Guidisme.	Redondant avec quelque chose de cité autre part (8.1)
50	Règlement Général	16	Dans l'article "8.5 : RELATIONS INTERNATIONALES", remplacer la référence à la COFRASL par une référence à Spiriteco	ARTICLE 8.5 : RELATIONS INTERNATIONALES a) Concernant l'association tout entière L'association est membre fondateur de la Conférence Francophone des Associations de Scoutisme Laique (COFRASL). Le comité directeur désigne régulièrement les personnes qui siègeront dans leurs instances. L'association est membre fondateur du réseau international Spiriteco.	Mise à jour selon les réseaux existants actuels
51	Règlement Général	16	Dans l'article "8.5 : RELATIONS INTERNATIONALES", remplacer « une décision expresse du comité directeur » par « les commissaires internationaux sur délégation du comité directeur. »	ARTICLE 8.5 : RELATIONS INTERNATIONALES b) concernant des groupes ou des individus Nul ne peut prétendre représenter l'association à l'étranger sans y avoir été habilité par une décision expresse du comité directeur. les commissaires internationaux sur délégation du comité directeur.	Modification pour coller au fonctionnement actuel
52	Règlement Général	16	Dans l'article "8.5 : RELATIONS INTERNATIONALES", remplacer « le DN chargé des relations internationales » par « les commissaires internationaux »	ARTICLE 8.5 : RELATIONS INTERNATIONALES b) concernant des groupes ou des individus Une unité ou un membre de l'association qui envisage de se rendre à l'étranger pour y pratiquer le scoutisme doit, en liaison avec les responsables intéressés, informer à l'avance le délégué national chargé des relations internationales. les commissaires internationaux.	Modification pour coller au fonctionnement actuel
53	Règlement Général	16	Dans l'article "8.5 : RELATIONS INTERNATIONALES", ajouter mention des partenariats internationaux	ARTICLE 8.5 : RELATIONS INTERNATIONALES b) concernant des groupes ou des individus La signature de partenariats ou la création de relations internationales relèvent de la compétence des commissaires internationaux sur délégation du comité directeur et sont d'ordre national. Les régions et les structures locales d'activité peuvent établir des conventions de partenariats internationales locales avec d'autres structures du même ordre, en tenant informés les commissaires internationaux.	Précision apportée, correspondant au fonctionnement actuel
54	Règlement Général	16	Dans l'article "ARTICLE 8.7 : PARTICIPATION A LA FÉDÉRATION DU SCOUTISME FRANÇAIS" supprimer le troisième paragraphe	ARTICLE 8.7 : PARTICIPATION A LA FÉDÉRATION DU SCOUTISME FRANÇAIS Membre fondateur du Scoutisme Français, l'association en assume toutes les obligations notamment financières. Le comité directeur désigne ses représentants au conseil national du Scoutisme Français. Il est du devoir de chaque responsable de s'efforcer d'établir des relations aussi cordiales que possible avec les responsables d'autres associations du Scoutisme Français. [...]	Désuet
55	Règlement Général	16	Dans l'article "ARTICLE 8.7 : PARTICIPATION A LA FÉDÉRATION DU SCOUTISME FRANÇAIS" supprimer le dernier paragraphe	ARTICLE 8.7 : PARTICIPATION A LA FÉDÉRATION DU SCOUTISME FRANÇAIS [...] En aucun cas, les garçons et les filles Éclaireuses Éclaireurs de France ne peuvent se voir présenter les membres des autres associations du Scoutisme Français comme indignes de leur sympathie, l'accent étant au contraire toujours mis sur la solidité des liens qui constituent la fraternité scout.	Désuet

56	Règlement Général	17	Supprimer l'article "ARTICLE 9.2 : RÈGLES PRATIQUES"	<p>ARTICLE 9.2 : RÈGLES PRATIQUES</p> <p>Les règles ci-dessous sont impératives, sans constituer un ensemble exhaustif : chaque responsable doit apprécier les activités projetées sous l'angle de la sécurité et agir en conséquence.</p> <p>Les brimades, quelle qu'en soit la nature, n'ont pas leur place dans notre communauté EEDF.</p> <p>De manière générale, la pratique d'activités physiques et sportives est soumise aux réglementations en vigueur.</p> <p>Le port et l'usage de poignards dits « scouts » sont interdits aux membres de l'association :</p> <p>Les poignards dits « couteaux de chasse », « couteaux à lancer », « poignards-parachutistes » sont rigoureusement proscrits.</p> <p>Le port et l'usage des armes à feu sont interdits au cours des activités scouts, sauf dans le cadre d'un stand équipé et sous la direction d'un spécialiste.</p> <p>Les jeux de fléchettes ne sont pratiqués que dans un périmètre protégé et sous la direction d'un responsable constamment présent.</p> <p>Un jeune, fatigué, au cours d'une marche par exemple, n'est jamais laissé seul ni avec un camarade seulement, ni abandonné seul aux soins de personnes inconnues.</p> <p>Le terrain de jeu de crêpeuse ne comporte pas de falaises, sablières, étangs, rivières aux bords abrupts, etc.</p> <p>Il est interdit de faire pratiquer à des enfants de moins de 11 ans des jeux de nuit.</p>	Désuet
57	Règlement Général	17	Dans l'article "ARTICLE 9.3 : MOYENS DE TRANSPORTS" supprimer la dernière phrase	<p>ARTICLE 9.3 : MOYENS DE TRANSPORTS</p> <p>La pratique de l'auto-stop est interdite aux membres mineurs de l'association, sauf en cas de force majeure.</p> <p>En aucun cas, il ne peut être fait usage, en groupe, de moyens de transport non agréés pour les transports en commun : camions, etc.</p> <p>Les structures organisatrices ont le devoir de s'assurer des conditions d'assurance des personnes qui utilisent leur véhicule personnel à l'occasion d'activités EEDF.</p> <p>Des assurances Auto-mission sont disponibles le cas échéant auprès de l'assureur de l'association.</p>	Désuet
58	Statuts	5	Dans l'article "5.4 Composition de l'assemblée générale", supprimer "et des animateurs professionnels"	<p>5.4 Composition de l'assemblée générale</p> <p>[...]</p> <p>Y assistent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les membres de la commission de contrôle - les candidats au comité directeur - les observateurs - les invités <p>- et des animateurs professionnels.</p>	Les animateurs territoriaux ne sont plus une réalité
59	Statuts	5	Dans l'article 5.5.3 ajouter "propositions de motions, vœux et résolutions"	<p>5.5.3 Au plus tard 1 mois franc avant la date fixée pour l'assemblée générale, tous les membres la composant, ainsi que les autres participants régulièrement inscrits, reçoivent la convocation proprement dite ainsi que les documents qui seront soumis aux votes de l'assemblée générale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ordre du jour - rapports moral et d'activité - rapport financier et comptes de l'exercice clos - budget de l'exercice en cours - textes d'orientations, plan pluriannuel le cas échéant - appel à candidature aux postes à pourvoir - projets de résolutions - propositions de motions, vœux et résolutions - et tous documents jugés utiles par le comité directeur. 	Modification pour coller au fonctionnement actuel
60	Statuts	5	Dans l'article "5.6 Tenue de l'assemblée générale" supprimer "qui peut être celui du comité directeur"	<p>5.6 Tenue de l'assemblée générale :</p> <p>L'assemblée générale choisit son bureau qui peut être celui du comité directeur auquel se joignent les scrutateurs désignés parmi les membres de l'assemblée.</p>	Ajoute de la confusion, transféré vers règles de procédures
61	Statuts	5	Dans l'article "5.6.1 Votes" supprimer "Le vote par procuration ou le vote par correspondance ne sont admis pour aucun scrutin au cours de l'assemblée."	<p>5.6.1 Votes</p> <p>Sur demande d'un membre de l'assemblée générale, les votes ont lieu à bulletins secrets. Des votes peuvent également avoir lieu sur tous les autres points, selon ce que pourrait décider l'assemblée générale.</p> <p>Le vote est personnel et nul ne peut disposer de plus d'une voix.</p> <p>Le vote par procuration ou le vote par correspondance ne sont admis pour aucun scrutin au cours de l'assemblée.</p>	Précisé dans le RG (plus simple à modifier)

62	Statuts	5	Dans l'article "5.6.2 Majorité - Feuille de présence" mettre à jour la modalité de vote	<p>5.6.2 Majorité - Feuille de présence</p> <p>A l'ouverture de l'assemblée générale, ses membres sont tenus d'émarger la feuille de présence établie à cet effet et comportant les nom et prénom de chacun, ainsi que sa qualité au regard de l'assemblée générale.</p> <p>Pour les votes, la majorité est calculée en fonction Les décisions sont prises à la majorité simple des membres de l'assemblée générale ayant émargé la feuille de présence.</p>	Simplification de phrase
63	Statuts	5	Simplifier le début de l'article "6.1 Votes"	<p>Article 6: VOTES – APPROBATIONS ADMINISTRATIVES</p> <p>6.1 Votes</p> <p>Participent aux votes en assemblée générale tous membres de l'assemblée générale tels que définis dans l'article 5.4. les délégués élus par les régions et les structures d'activité, tous les responsables régionaux, ainsi que les membres du comité directeur. Les votes portent sur :</p>	Simplification de phrase
64	Statuts	5	Ajouter un point dans l'article "6.1 Votes"	<p>Article 6: VOTES – APPROBATIONS ADMINISTRATIVES</p> <p>6.1 Votes</p> <p>Participent aux votes en assemblée générale tous les délégués élus par les régions et les structures d'activité, tous les responsables régionaux, ainsi que les membres du comité directeur. Les votes portent sur :</p> <p>[...]</p> <p>- l'élection à bulletin secret des membres de la Commission de contrôle.</p> <p>- et tous les sujets jugés utiles par le comité directeur ou l'assemblée générale</p>	Modification pour coller au fonctionnement actuel
65	Statuts	7	Dans l'article "Article 9 : REUNION DU COMITE DIRECTEUR", actualiser la dénomination du CSE	<p>Article 9 : REUNION DU COMITE DIRECTEUR</p> <p>[...]</p> <p>Un représentant du comité social et économique d'entreprise participe aux réunions du comité directeur avec voix consultative.</p>	Terme désuet
66	Statuts	7	Dans l'article "Article 10 : RETRIBUTION" simplifier la modalité	<p>Article 10 : RETRIBUTION</p> <p>Les membres de l'association ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des mandats électifs qu'ils sont appelés à assurer dans l'association.</p> <p>Des remboursements de frais sont seuls possibles. Ils doivent être décidés expressément par le comité directeur statuant hors la présence de l'intéressé ou des intéressés; des justifications doivent être produites qui font l'objet de vérifications.</p>	Modification pour coller au fonctionnement actuel
67	Statuts	7	Dans l'article "13.1.1" retirer la mention des missions internationales de l'équipe nationale	<p>13.1.1 D'une façon générale, l'équipe nationale a en charge la mise en œuvre du projet éducatif de l'association, son organisation, son animation et sa gestion, comme la représentation et les liaisons auprès des organisations internationales; des pouvoirs publics et des organisations nationales publiques ou privées.</p>	Modification pour coller au fonctionnement actuel
68	Statuts	8	Dans l'article "13.2.1" supprimer la mention de l'échelon départemental	<p>13.2.1 [...]</p> <p>Afin de contribuer, si le besoin s'en fait sentir, à une meilleure organisation fonctionnelle et à une meilleure représentation territoriale, le congrès régional peut décider de la mise en place d'échelons départementaux. Emanation de l'échelon régional et placé sous sa responsabilité directe, les missions de l'échelon départemental sont déterminées et déléguées par l'équipe régionale. Ses membres et son responsable sont nommés par le responsable régional selon les dispositions fixées par le règlement général.</p>	Modification pour coller au fonctionnement actuel
69	Statuts	10	Dans l'article "17.1.4" remplacer "votants" par "personnes ayant émargés"	<p>17.1.4 Les votes ont lieu dans les mêmes conditions que celles des assemblées générales ordinaires : le vote est personnel et nul ne peut disposer de plus d'une voix.</p> <p>Les votes ont lieu au scrutin secret.</p> <p>Les modifications de statuts sont adoptées à la majorité qualifiée des deux tiers des personnes ayant émargé votants.</p>	Mise en cohérence avec les autres systemes de comptabilisation des votes